



Initiative Communiste

www.initiative-communiste.fr

Franchement Communiste

«Il y a eu et il y aura un parti communiste en France, avec vous, sans vous ou contre vous!»
(André Tollel à l'adresse de la direction mutante du P.C.F.)

2,2€
(14,43F)

N°119
avril
2012

RAID SUR LES URNES !

A l'heure où nous imprimons, la bande à Sarko a lancé une vaste chasse aux barbous pour doubler Le Pen sur sa droite, le F.N. surenchérit dans la démagogie xénophobe, et nous ne pouvons pas savoir combien d'«islamistes-potentiellement-terroristes» seront raflés d'ici le second tour des présidentielles. Ce qui est sûr, c'est que ce nouveau bond qualitatif dans la fascisation du pays laissera des traces. Et que des gens qui sont capables de chercher à gagner un scrutin avec de telles méthodes ne sont pas du genre à accepter sereinement la défaite...



ÉT AUSSI DANS CE NUMÉRO :

- Grève générale reconductible... au Québec !
- Mort programmée d'un lycée français ordinaire
- 50ème anniversaire de la paix en Algérie : souvenirs du « rôle positif de la présence française »...
- Le P.R.C.F. écrit à Mélenchon et I.C. répond à un militant du Front de Gauche

PAGES CENTRALES :

ENTRETIEN AVEC GEORGES GASTAUD, SECRÉTAIRE NATIONAL DU P.R.C.F., SUR LA STRATÉGIE DU PÔLE POUR LES PRÉSIDENTIELLES

Mensuel du Pôle de Renaissance Communiste en France



Le mouvement étudiant québécois monte en puissance



Le 13 février, une grève générale étudiante illimitée était déclenchée au Québec contre la hausse des frais de scolarité décrétée par le gouvernement libéral de Jean Charest.

Scolarité, électricité, santé...

La hausse projetée est de 1625 CND sur cinq ans - une augmentation phénoménale pour des frais qui sont présentement de 2168 CND par an. L'intention avouée est de rattraper la moyenne canadienne qui se situe autour de 4000 CND. Le Québec a les frais de scolarité les plus bas en Amérique du Nord suite à des luttes étudiantes et ouvrières importantes pour assurer l'éducation au plus grand nombre possible de personnes. Une augmentation de 500 CND sur cinq ans avait été adoptée en 2007 comme premier pas vers une déréglementation. Le 26 mars, le mouvement de grève englobait plus de 300.000 étudiants des universités et des C.E.G.E.P. (collège d'études générales et professionnelles, un niveau d'enseignement intermédiaire entre l'école secondaire et l'université).

Cette hausse a été décidée par le gouvernement Charest lors de son budget de 2010, marqué par de nombreuses mesures brutales visant à détruire progressivement les acquis sociaux de la classe ouvrière québécoise. Des hausses des tarifs d'électricité avaient alors été également adoptées, sauf pour les 150 principales entreprises, trop importantes selon le Premier Ministre pour subir des augmentations de tarifs ! Un impôt-santé de 200 CND par personne - peu importe le revenu - a été institué soi-disant pour

sauver le système de santé public!

Bien au-delà des seuls étudiants...

Le mouvement de protestation s'est rapidement développé à partir du 13 février, marqué par des manifestations de plus en plus nombreuses, dont quelques-unes ont viré à l'affrontement avec les forces policières. La plus mouvementée a eu lieu le 7 mars, et un étudiant du nom de Francis Grenier a pratiquement perdu l'usage d'un oeil. La colère des étudiants et de tous et celles qui les soutiennent a alors monté d'un cran et le mouvement en fût galvanisé. Le dimanche 18 mars, une manifestation familiale à laquelle l'auteur de ces lignes a participé a rassemblé plus de 30.000 personnes à Montréal et des milliers d'autres à Québec et Sherbrooke.

Le 22, une manifestation nationale a eu lieu à Montréal avec plus de 200.000 participants : une des plus grosses manifestations politiques de l'histoire du Québec et même du Canada ! Le pouvoir fait la sourde oreille et véhicule une propagande démagogique et profondément malhonnête au sujet des étudiants qui ne voudraient pas payer leur «juste contribution» pour sauver le système d'éducation et l'assainissement des finances publiques ! Venant d'un gouvernement marqué par bien des scandales et qui n'hésite pas à combler de cadeaux les grandes entreprises, tout en imposant des mesures d'austérité drastiques à la classe ouvrière, c'est tout simplement révoltant !

Contre l'oppression nationale
Au Québec, la lutte pour l'accès à

faire payer aux étudiants une bonne partie du fardeau du déficit engendré par le sauvetage des banques et des grandes entreprises. Les deux principaux partis de la gauche québécoise, Québec Solidaire et le nouveau parti indépendantiste Option Nationale, ont donné leur appui à la lutte étudiante et ont même pris position en faveur de la gratuité scolaire de la maternelle à l'université. Cette dernière revendication est très importante et est défendue avec acharnement par l'A.S.S.E. (Association pour une Solidarité Syndicale Etudiante), un syndicat étudiant combatif qui est en grande partie l'instigateur du mouvement actuel de grève.

Ouvriers et étudiants...

La gratuité scolaire à tous les niveaux d'enseignement est une nécessité pour permettre à tous, plus particulièrement les enfants de la classe ouvrière, d'avoir accès sans entraves ni obstacles à l'éducation et pour améliorer constamment leurs connaissances et aptitudes. Dans les pays socialistes de l'ex-U.R.S.S. et de l'Europe de l'Est l'éducation était gratuite et cela représentait un acquis fort important pour les travailleurs et les travailleuses de ces pays. La chute du mur de Berlin, tant louée en Occident, a été accompagnée de l'abolition progressive de la gratuité scolaire, tout comme de la destruction de la grande majorité des acquis sociaux. Aujourd'hui encore à Cuba socialiste l'éducation est gratuite, malgré toutes les difficultés et vicissitudes qui persistent dans ce pays, et le taux d'analphabétisme y est un des plus bas dans le monde.

Philippe Valois

Les députés vénézuéliens solidaires de la Syrie

Le 14 mars, l'Assemblée Nationale du Venezuela a voté à l'unanimité une résolution de soutien à la Syrie face aux tentatives de déstabilisation des U.S.A. Le député d'origine syrienne Yul Jabbour, président de la commission d'amitié parlementaire syro-vénézuélienne, qui avait présenté le texte, a précisé qu'il visait aussi à démasquer les plans impérialistes ayant pour but d'obliger la Syrie à payer le prix de ses positions en faveur de la souveraineté nationale et du droit des peuples à l'autodétermination. Julio Chavez, Vice-Président de la Commission du Pouvoir Populaire et des Médias, a fait le rapprochement avec la conspiration contre le Venezuela. Adel Zghir, Président de F.E.A.R.A.B., a expliqué quelles étaient les réformes engagées par les dirigeants syriens pour contrer les courants d'opposition favorables à une intervention extérieure.

A l'international aussi, les «chiens de garde» sont à l'œuvre

Malgré le matraquage en règle, «l'opinion» en général et celle des militants syndicaux en particulier est assez critique quant au positionnement des médias dominants et des experts grassement payés pour légitimer les politiques d'austérité. On ne retrouve pas la même vigilance s'agissant de la politique internationale.

Vaccins

Pourtant, sans même remonter aux manipulations des guerres coloniales, l'expérience devrait être un vaccin redoutable. Pour ne citer que deux cas parmi un grand nombre :

- il y a eu medias-mensonges en 1991 puis en 2003 à propos de l'Irak et ses «armes de destruction massive» !
- plus récemment, la Libye a subi une intervention impérialiste camouflée en «intervention-humanitaire-pour-la-liberté-et-la-démocratie» et la résolution 1973 du Conseil de sécurité qui autorisait seulement la neutralisation de l'espace aérien libyen («no-fly zone») a donné lieu à bombardements intensifs et intervention directe aux côtés d'une fraction armée du peuple libyen.

A chaque fois, la propagande médiatique fait ainsi état de situations d'urgence avec des populations civiles directement menacées par des «tyrans inhumains» pour justifier auprès de l'opinion des interventions militaires directes ou indirectes, au nom des droits de l'homme : Saddam Hussein, Mouammar Kadhafi, Bachar El-Assad... qu'on invitait quelques années auparavant, quand les intérêts impérialistes le réclamaient, deviennent en peu de temps des «fous sanguinaires» (tandis que les amis-tyrans de toujours, les Mubarak ou Ben Ali, on les soutient jusqu'au bout, sans parler bien sûr des «grands démocrates» du Qatar ou d'Arabie Saoudite...).

Les interventions militaires sont bien sûr destinées en fait à contrôler une région et ses ressources, à la remodeler au gré de l'intérêt des grandes puissances, sans que jamais les peuples soient au centre des préoccupations : qu'en est-il de la situation des peuples irakien ou libyen après les guerres impérialistes ?

Londres, observatoire officiel de la Syrie

Aujourd'hui, c'est au tour de la Syrie d'être dans la ligne de mire, la Syrie et l'Irak étant inscrits dans l'agenda du remodelage impérialiste du Grand Moyen-Orient depuis plus de 10 ans !

L'alpha et l'oméga de presque tous les journalistes occidentaux pour trouver des informations sur la Syrie : le site de l'«Observatoire syrien des droits de l'homme»

Sur toutes les télés, le média-cirque bien rodé est reparti avec comme toujours un seul son de cloche : régime sanguinaire contre population pacifique et désarmée, meurtres de masse, exactions... et l'appel sous-jacent à l'intervention militaire.

Les sources privilégiées par nos médias sont celles de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (O.S.D.H.) basé à Londres sans aucune vérification. Et quand les observateurs envoyés par la Ligue Arabe elle-même dénoncent les exactions militaires des «manifestants pacifiques», on les fait taire.

L'interlocuteur politique privilégié est le Conseil National Syrien (C.N.S.) dominé par les intégristes religieux salafistes ; il agit militairement, appelle à l'intervention armée étrangère et bénéficie déjà de cette aide, tandis que le Comité National de Coordination pour le Changement Démocratique (C.N.C.D.), totalement opposé à toute intervention étrangère, est totalement ignoré (à l'exception d'une récente interview dans l'Humanité de son porte-parole Haytham Manna).

L'alliance avec les monarchies ultra réactionnaires du Golfe (Qatar et Arabie saoudite) qui dominent dans la Ligue arabe, maîtres d'œuvre de

l'intervention armée au Bahreïn pour mater dans le sang le mouvement populaire, illustre le mensonge du soutien occidental au mouvement populaire dans les pays arabes !

Pour une démarche syndicale indépendante, anti-oligarchique et anti-impérialiste

Pour toutes ces raisons, nous ne pouvons que nous étonner et nous indigner du contenu de l'appel intersyndical national signé le 10 février par 5 organisations (C.F.D.T., C.G.T., F.S.U., Solidaires et U.N.S.A.) qui prend pour argent comptant les proclamations de la presse aux ordres et des services secrets étatsuniens ou français, en appelle à des sanctions contre la Syrie, justifie la politique d'ingérence des grandes puissances et prépare l'intervention militaire.

Une telle cécité et un tel suivisme témoignent sur ce terrain aussi de la perte totale de repères de classe des directions nationales et de leur perte de lucidité concernant les enjeux de notre époque ! Comment manquer de voir que les interventions guerrières répétées du bloc occidental sont le contrepoint de la crise qui frappe le système, le prolongement dans les politiques extérieures des politiques d'austérité imposées aux peuples

d'Europe ?

La solidarité internationale du mouvement syndical progressiste s'est toujours exprimée dans le respect de la souveraineté des peuples. Par exemple, des millions d'européens sont descendus dans la rue en 2003 pour s'opposer à l'intervention armée en Irak, sans que cela signifie le moins du monde un soutien au régime irakien. Il s'agissait de s'opposer à une intervention extérieure prétextant de faux motifs pour des objectifs politiques qui se sont soldés par un véritable désastre, l'éclatement d'une société et la mort de centaines de milliers de civils !

Et il faudrait à présent céder aux injonctions des interventionnistes déguisés en «journalistes» ou en «philosophes» au nom de la défense des droits de l'homme par ailleurs à géométrie variable ?

Si l'on est attaché à l'indépendance syndicale, le positionnement syndical devrait au minimum se fonder sur une appropriation indépendante de l'information à l'égard de l'appareil de production dominant de l'information qui s'apparente de fait à un appareil de propagande !

La bataille pour la Paix et la solution politique des conflits en cette période de crise grave et de montée des périls constitue un devoir majeur pour le mouvement syndical. Pour défendre les travailleurs et les peuples, les directions syndicales feraient bien mieux de dénoncer l'impérialisme et d'appuyer une solution politique dans cette partie du monde plutôt que d'attiser l'incendie !

Le Front Syndical de Classe

Lisez

«Solidarité de Classe»

Bulletin du Comité Internationaliste pour la Solidarité de Classe

Présidents d'Honneur : Erich Honecker, Margot Honecker, Henri Alleg, Mumia Abu-Jamal.

Président : Désiré Marle

11 rue Desrousseaux,
62320 Rouvroy – Abonnement 1 an, 6€ (40F).

EN BREF... EN BREF... EN BREF

• Victoire pour Jef Duval !



Technicien clientèle E.R.D.F.-G.R.D.F., Jef était menacé de licenciement pour avoir refusé de couper le courant à des pauvres. En un peu plus d'un mois, la pétition de protestation lancée par C.G.T.-Mines-Energie recueillait près de 35.000 signatures et obligeait ses patrons à reculer. Jef restera en poste !

• Urgences ou voie de garage ?

Les urgentistes de l'Hôpital Européen Georges Pompidou de Paris se sont mis en grève illimitée le 5 mars «pour mettre fin au scandale des patients «garés» sur des brancards dans les couloirs» annonce le communiqué de la C.G.T. des personnels de l'hôpital.

• Résistance au talon de fer



Le comité de résistance pour le retrait des plans d'austérité pris par le gouvernement sur ordre de la troïka (F.M.I., Banque Centrale Européenne, Union Européenne), créé par la Confédération des travailleurs frontaliers de Lorraine et la Fédération régionale des mineurs de Fer C.G.T., a condamné le vote du 21 février à l'Assemblée Nationale, autorisant la ratification d'un nouveau traité européen, le M.E.S. (Mécanisme Européen de Stabilité). Il demande l'ouverture d'une discussion pour

imposer le maintien de la sidérurgie en Lorraine», et la réquisition par l'État de Mittal-Florange pour assurer le redémarrage des hauts fourneaux et garantir le maintien de tous les emplois sur place.

• Chaud printemps dans la Sarthe

Le 12 mars, les centres de distribution de courrier de Coulaines, Mamers, Beaumont, Fresnay, Saint-Paterne et Sainte-Jamme se mettaient en grève. Le lendemain, les grévistes bloquaient le tram du Mans, et le 14, c'était au tour de la Direction du groupement du courrier. La C.G.T.-F.A.P.T. déposait un préavis de grève illimité à compter du 20 pour les salaires, le paiement des heures-sups, la compensation des doubles tournées et des congés-maladie, une meilleure gestion des tournées de courrier, et l'embauche de 10 salariés.

Pendant ce temps, à l'appel de la C.G.T., environ 200 salariés de Renault au Mans débrayaient. La moitié envahissait le comité d'entreprise, là aussi pour les salaires.

Le même jour (14 mars), les salariés d'A.R.O. (pincés à souder pour l'industrie automobile) de Château du Loir entamaient une grève illimitée pour une augmentation salariale de 4% – cette entreprise d'environ 300 salariés a fait d'énormes bénéfices en 2011.

Toutes ces luttes ont reçu le soutien du P.R.C.F. 72.

• F.D.P.A. : pour la réintégration à Renault

Le 14 mars toujours (décidément !) Près de 350 salariés sur les 450 que compte la Fonderie du Poitou Aluminium (F.D.P.A., groupe Montupet) d'Ingrandes, placée en redressement judiciaire, manifestaient devant le tribunal de commerce de Nanterre.

A l'audience, Renault s'est engagé à commander à la F.D.P.A. en 2012 plus de 600.000 culasses, et un million en 2015, ce qui assurerait la viabilité de l'entreprise.

Eric Bailly, délégué C.G.T. et représentant de l'intersyndicale, a renouvelé devant le tribunal le souhait des salariés d'être réintégrés à Renault, et a rappelé que le ministère du Travail s'est engagé à financer le chômage partiel jusqu'en 2015.

Chronique de la mort annoncée d'un petit lycée de province

- **Mai 2010/2011:** Le rectorat ajoute trois heures supplémentaires à la Dotation Globale Horaire du lycée La Fayette de Brioude pour permettre l'ouverture, demandée par le Chef d'Etablissement, de l'option facultative cinéma audiovisuel.
- **Rentrée 2011:** Le matériel nécessaire pour assurer l'option dans de bonnes conditions, commandé en juin, n'est pas arrivé. On nous demande d'attendre décembre.
- **Décembre :** toujours rien. Les élèves continuent de filmer avec leur portable, et l'unique caméscope disponible.
- **Février 2012 :** dans le cadre de la nouvelle D.G.H., réduite par rapport à l'année précédente, le nouveau Proviseur annonce qu'il prévoit de fermer l'option cinéma audiovisuel car elle demande trop d'heures (six en tout , trois de plus que l'année en cours, puisqu'il s'agit de continuer de la proposer en première et de l'ouvrir aux terminales l'année suivante).

Le Proviseur dit vouloir assurer une gestion humaine des ressources humaines : s'il n'utilise pas ces heures pour d'autres enseignements, les collègues concernés devront aller compléter leur service dans d'autres établissements. Au coeur de l'Auvergne, les compléments de service se font dans des Etablissements très éloignés... Les collègues impliqués dans l'option cinéma s'abstiennent donc au moment de voter la répartition proposée en Conseil d'Administration - tout en sachant que cela revient presque à nier l'intérêt pédagogique de leur enseignement...

Résultats

Les collègues qui ont pris en charge l'option cinéma seront remerciés deux ans après l'ouverture de l'option ! Ils assureront l'année scolaire prochaine l'enseignement de l'option aux seules Terminales - car ils ont démontré qu'il était abusif de laisser sur le carreau les élèves de première de cette année. Deux ans de gros travail de préparation de cours sur des programmes différents, deviennent quantité négligeable ! On s'en remet comme on peut en s'efforçant de ne pas y voir un jugement de valeur sur la qualité de l'enseignement dispensé...

Les élèves de seconde auprès de qui le



lycée avait fait miroiter l'option pour les faire venir dans notre Etablissement sont laissés en plan.

Un lycée attractif par ses options qui se saborde en supprimant progressivement toutes ses options, faute de moyens, et risque fort de fermer, à terme, faute d'effectifs suffisants.

Le rectorat qui donne puis reprend, au gré du budget qu'on lui alloue, selon une gestion purement comptable de l'enseignement en lycée.

Un ministère qui supprime des postes et des moyens dans le seul but de «réduire le déficit» et de rentrer dans les cases du Traité Européen, sans plus se soucier de l'Ecole de la République. Un système éducatif progressivement abandonné au privé.

En fin de compte

Pour plaire aux banquiers et au capital boursier, on sacrifie des générations d'élèves et on laisse aux agents des services public la mission de maintenir la qualité du service public d'éducation et de conserver s'ils le veulent, une part d'humanité, tant qu'ils ne comptent que sur eux-mêmes (jusqu'à l'épuisement parfois, voire la mort).

Marion Gandiglio

**I.C.
Soutient les
luttes**

**... Soutenez
I.C. !**

Non à la chasse aux sorcières en Pologne et en Europe !

Pétition lancée à l'initiative du Comité Internationaliste pour la Solidarité de Classe (C.I.S.C.)
et de l'Association des Amis d'Edouard Gierek (France)

A Monsieur le Président de la Commission des Droits de l'Homme de l'O.N.U.

Copie à M. l'Ambassadeur de la République de Pologne en France

Copie pour demande d'intervention à M. le Ministre des Affaires étrangères de la République française

Le Professeur polonais **Zbigniew Wiktor** doit être rétabli dans tous ses droits universitaires !

En application d'une loi scélérate de 2010 qui viole à la fois la liberté d'opinion et l'indépendance des universitaires, le professeur Zbigniew Wiktor vient d'être exclu de sa chaire de professeur de l'université polonaise de Wrocław.

Les prétextes évoqués sont grotesques tant le professeur Zbigniew Wiktor a montré de compétences dans son travail d'enseignant-chercheur. Le vrai motif de l'exclusion indigne qui le frappe est que Z. Wiktor préside la Fédération des communistes de Pologne.

En effet, dans la Pologne prétendument «anti-totalitaire» actuelle, les symboles communistes auront été criminalisés (la loi scélérate visant à les criminaliser prévoit de punir de deux ans de prison le fait de porter un vêtement à l'effigie du «Che» !!!) et les enseignants sont soumis à un contrôle idéologique qui n'est pas sans rappeler les activités liberticides du sénateur états-unien Mac Carthy de sinistre mémoire.

Cette atteinte aux libertés survient dans un climat général marqué par la répression anticommuniste dans toute l'Europe orientale. Dans le même temps, des gouvernements fascistes prétextent de l'anticommunisme pour banaliser le fascisme et réhabiliter le nazisme. Ainsi les Etats baltes encensent-ils ceux qui combattirent l'U.R.S.S. aux côtés des nazis ; ainsi, le Président roumain actuel de la Roumanie va-t-il jusqu'à dire qu'il aurait envoyé des troupes à Stalingrad

pour aider Hitler à vaincre l'Armée rouge ! Ne parlons pas d'Orban, le fascisant dirigeant hongrois, qui a ouvertement entrepris de fasciser la vie politique de son pays.

Cette chasse aux sorcières tend d'ailleurs à déborder sur l'Europe occidentale : des militants antifascistes italiens viennent ainsi d'appeler à combattre l'entreprise fascisante qui vise à criminaliser le communisme au pays de Gramsci.

Quant à l'Union Européenne, c'est peu dire qu'elle reste passive devant ces attentats contre la liberté. C'est de Bruxelles et de Strasbourg que vient l'impulsion qui tend à criminaliser à l'échelle continentale l'U.R.S.S. et les communistes, lesquels ont pourtant joué un rôle décisif dans la victoire sur Hitler, de Stalingrad aux Brigades internationales d'Espagne en passant par les combats des F.T.P.F. et des F.T.P.-M.O.I. Des textes scélérats ont été votés à Strasbourg pour mettre sur un pied d'égalité le pays de Stalingrad et le Troisième Reich au mépris de cette vérité historique naguère proclamée loyalement par le Général De Gaulle : «*Les Français savent que la Russie soviétique a joué le rôle principal dans leur libération*».

Laisser l'extrême droite et ses relais gouvernementaux criminaliser les communistes et leur histoire en Pologne et en Europe de l'est, encourager ces attaques liberticides au niveau européen, c'est prendre d'énormes risques pour la liberté de tous en Pologne et dans tous les pays actuellement membres de l'Union européenne.

C'est pourquoi les soussignés

demandent instamment :

- que le professeur Wiktor soit rétabli dans tous ses titres,
- que les lois d'exception anticommunistes soient supprimées,
- que les communistes et tous les courants ouvriers, démocratiques et populaires puissent militer librement partout et que l'extrême droite pro-nazie et raciste soit mise hors d'état de nuire au lieu d'être banalisée et réhabilitée.

Initiateurs :

Henri Alleg, Président d'Honneur du C.I.S.C., ancien Directeur d'«Alger Républicain», auteur de «La Question» ; Désiré Marle, prêtre-ouvrier, Président du C.I.S.C., Georges Gastaud, Vincent Flament, Stéphane Dubois, Secrétaires du C.I.S.C. ; Jacques Kmiecik et Georgette Tournel, militants de l'Association des Amis d'Edouard Gierek (France).

Comité de parrainage :

Daniel Antonimi, responsable international du Pôle de Renaissance Communiste en France (62) ; Gilles Bachelier, dirigeant du Collectif National des Gaullistes de Gauche (75) ; Jean-Jacques Candelier, député P.C.F. du Nord ; Maurice Cukierman, historien, responsable international de l'U.R.C.F. ; Michel Decourcelles, responsable de la Coordination communiste 59/62 ; Jean-François Dejourns, enseignant syndicaliste, Secrétaire de l'Université populaire Ch'ri Guevara (59) ; Denise Desaigne, ancienne syndicaliste E.P.S. (31) ; Roland Diagne du Rassemblement des Cercles Communistes ; Aurélien Djament, chercheur en maths, syndicaliste (44) ; Nicolas Douchin, ingénieur, militant communiste (31) ; Alexandre Droban, universitaire, Moscou, Russie ; Bruno Drweski, Maître de conférences H.D.R., I.N.A.L.C.O., Paris ; Ginette Dubat responsable du Centre de Recherches et de Documentation Marxiste (69) ; Cyrille Ferro-Steyaert, fonctionnaire ; Barbara Y. Flamand, écrivain, Belgique ; François Eychart, Secrétaire Général des Amis d'Aragon et d'Elsa Triolet ; Virginia Fontes, historienne, Rio de Janeiro ; Benoit Foucambert, enseignant syndicaliste (81) ; Leïla Ganem, Rédactrice en Chef de «Bada el Beiruth», Liban

; Marc-Olivier Gavois, professeur d'histoire (13) ; Jean-Jacques Gendillou, Maire de la commune de Thouron, Haute Vienne, France ; Sylvie Guduk, enseignante, syndicaliste (59) ; Georges Hage, Député Honoraire du Nord, médaille de l'Amitié des peuples de la République de Cuba ; Odile Hage, Conseillère municipale de Douai, Secrétaire de la Section du P.C.F. (59) ; Jean-Pierre Hemmen, fils de commandant F.T.P. fusillé par les nazis, Vice-Président du P.R.C.F. (81) ; Eric Macia, juriste (34) ; Annie Lacroix-Riz, professeur émérite d'histoire contemporaine à Paris VII (78) ; Léon Landini, ancien officier F.T.P.-M.O.I., Président du P.R.C.F. (92) ; Gilda Landini-Guibert, agrégée d'histoire (78) ; Jean-Claude Lanvin, professeur de philosophie retraité (84) ; Thérèse Lévéné, enseignante-chercheuse à Lille 1 ; Pierre Lévy, enseignant en géopolitique, Directeur du journal «Bastille-République-Nations» ; Domenico Losurdo, philosophe (Italie) ; Jacques Maillard, physicien au C.N.R.S. ; Antoine Manassis, responsable P.R.C.F. relations inter-organisations (38) ; Dimitri Manassis, syndicaliste étudiant (38) ; Annette Mateu-Casado, enseignante retraitée (66) ; Dominique Mutel, professeur agrégé d'anglais (62) ; Laurent Nardi, professeur de français (74) ; Jean-Pierre Page, ancien dirigeant du P.C.F. et de la C.G.T. ; Bernard Parquet, syndicaliste E.D.F. (94) ; Jean-Michel Pascal, ingénieur I.T.R.F. (75) ; Gaston Pellet, directeur de site (30) ; Jean Pestieau, professeur émérite de physique à l'Université catholique de Louvain, Belgique ; Pierre Pranchère, ancien Résistant F.T.P.F., ancien Député (19) ; Jean-Luc Pujol, président des Clubs «Penser la France» ; Pascale Noizet, membre du C.C. du P.C.F. ; Gilles Questiaux, professeur d'histoire, P.C.F.-Paris 20^{ème} ; William Roger, enseignant, syndicaliste (59) ; Roger Romain, ancien Conseiller municipal de Courcelles, militant du P.T.B. (Belgique) ; Marcelle Sage-Pranchère, militante associative (75) ; Jany Sanfelieu, enseignante retraitée, Conseillère municipale (86) ; Roger Silvain, syndicaliste C.G.T. Renault-Billancourt, président du Front Syndical de Classe (92) ; Rose-Marie Serrano, enseignante ; Jean-Pierre Sienkiewicz, enseignant syndicaliste (62) ; Stéphane Sirot, historien (59) ; J.-Cl. Soulier, travailleur de l'Etat (78) ; Claude-Emile Tourné, médecin (66) ; Henri Vacher, militant communiste, syndicaliste F.S.U. (87) ; Serge Zaina, syndicaliste E.D.F. (06) ; Serge Zajac, professeur de philosophie (59).

NOM :

PRÉNOM(S) :

QUALITÉ(S) :

SIGNATURE :

A RENVOYER AU JOURNAL : «INITIATIVE COMMUNISTE», BP 30111, 62802 LIÉVIN

«La» Le Pen valse avec l'Euro



Marine Le Pen à la fête d'Olympia

En janvier dernier, Marine Le Pen provoquait de sérieux remous en allant à Vienne rencontrer Martin Graf, député d'extrême-droite F.P.Ö. («Parti de la Liberté d'Autriche»), qui l'a invitée à venir valser dans une petite fête avec ses amis d'Olympia, une charmante société secrète interdite aux juifs et aux femmes...

En octobre 2011, elle allait voir des patrons italiens, introduite ici par Daniela Santanché, Sous-Secrétaire d'Etat du gouvernement Berlusconi, là par des élus de la Destra Sociale, l'aile droite du «Peuple de la Liberté» alors au pouvoir. A Milan, lors d'une rencontre organisée par «Racines Européennes» et animée par un éditeur d'Il Giornale, le quotidien ultralibéral de Berlusconi frère, elle a plaidé pour «une Europe des nations».

Une valse, c'est une danse à trois temps : un temps autoritaire avec les nostalgiques du Reich, un temps libéral avec les Berlusconiens, et un temps où on se soumet à l'autorité des libéraux allemands qui dirigent l'Europe d'une main de fer. En effet, Le Pen déclare dans son «projet présidentiel» que «le couple franco-allemand doit jouer [un] rôle moteur dans [l']arrêt de l'expérience de l'Euro». C'est comme demander au chef des matons l'autorisation de s'évader...

La valse de Marine, c'est de la dialectique à l'envers : le troisième temps ne dépasse pas les deux premiers, il est en-dessous. L'«Europe des nations» est à la droite «nationale» ce que l'«Europe sociale» est à la gauche radicale : un nouvel opium du peuple.

V.F.

**Dites Non à la
«Hollandaustérité»
comme à la
«Sarkostérité» !!!**

La droite et la gauche du Cercle



«Laissez venir à moi les grands patrons» semble dire ici Pierre Moscovici

Fondé par D.S.K. quand il a quitté le gouvernement, le Cercle de l'Industrie est le défenseur et porte-parole lobbyiste des plus grandes entreprises françaises. Il a un président patronal, un vice-président de droite et un vice-président P.S. : Pierre Moscovici, Directeur de campagne de F. Hollande – et peut-être futur ministre ? Sa composition se passe de commentaire :

Membres du C.A. : Benoît Potier P.D.G. de Air Liquide ; Henri Proglia P.D.G. d'E.D.F. ; Pierre-André de

Chalendar Directeur Général de Saint-Gobain ; Pierre Gadonneix Président d'Honneur d'E.D.F. ; Bertrand Collomb Président d'Honneur de Lafarge. Autres membres : Jacques Barrot, Guy Dollé, Gilles Carrez, Jean-Pierre Fourcade, Jean Gandois, Didier Migaud. Comme quoi dans un cercle, la gauche et la droite se rejoignent.

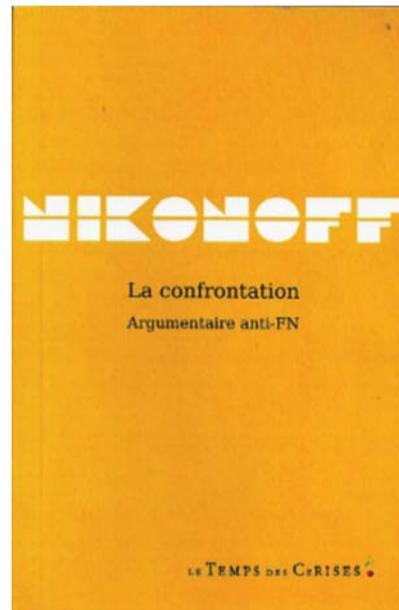
Alors, Sarkozy Président des riches ? Sans aucun doute ! Mais Hollande président des classes populaires ? Il est permis d'en douter...

La Confrontation – Argumentaire Anti-F.N.

Par Jacques Nikonoff et le Mouvement Politique d'Education Populaire (M.P.E.P.) – Ed. Le Temps des Cerises, janvier 2012 – 8 €

Ce livre démonte, point par point, les arguments développés sur A2 par Mme Le Pen, le 23 juin 2011, au cours de l'émission «Des paroles et des actes» animée par David Pujadas, peu après l'annonce de sa candidature à l'élection présidentielle de 2012.

Plutôt que de porter un jugement moral contre le F.N. ou de manier l'injure, attitude inefficace dans laquelle semblent se complaire certains partis de gauche, J. Nikonoff montre que l'idéologie et les propositions du F.N. – si elles étaient appliquées – plongeraient la France dans le chaos et l'asserviraient davantage aux marchés financiers. Il fait la démonstration que la sortie de l'Euro préconisée par le F.N. n'est qu'un «pur slogan politique sans aucune consis-



tances». A cette sortie de l'Union Européenne et de l'Euro par l'extrême droite, il oppose la sortie par la gauche, avec défaut de la dette publique, réquisition de la Banque de France et des banques privées et des assurances avant nationalisation, et tout une série de mesures radicales permettant à la France de retrouver son indépendance dans

tous les domaines et de mettre hors d'état de nuire les marchés financiers.

Dans le même temps, J. Nikonoff dénonce la complaisance des journalistes qui interrogent Mme Le Pen, Laurent Joffrin, François Lenglet et David Pujadas, qui «sous couvert de vouloir démasquer le F.N., font en réalité son jeu».

Livre à recommander pour aborder des discussions et argumenter avec des travailleurs séduits par la proposition du F.N. de sortir de l'Euro et de l'U.E..

Réponse à un mélenchoniste

Loïc Pardieu, de Loison-sous-Lens (62) a envoyé une longue lettre de vigoureuse protestation contre le communiqué «Jean-Luc Mélenchon devra bien finir par répondre sur l'Europe!» mis en ligne sur notre site. Nous profitons de ce dernier numéro avant les présidentielles pour en publier des extraits, auxquels nous répondons point par point.

L.P. : Je m'étonne ensuite de la morgue manifestée vis-à-vis de Jean-Luc Mélenchon. Vous le raillez, vous mettez en doute de manière plus que cavalière son honnêteté, vous l'appellez sèchement par son nom (sauf à sa première évocation) ce qui est aussi méprisant que méprisable...

I.C. : Nous sommes sincèrement désolés que les critiques franches formulées à l'égard du candidat du F.G. aient pu vous blesser à ce point, mais si vous comparez le ton employé dans ce communiqué, et celui que le P.R.C.F. utilise pour parler de Sarkozy, Le Pen, ou même du P.S., vous reconnaîtrez que nous sommes restés très mesurés. Quant à l'utilisation du seul nom... nous parlons souvent de Marx et de Lénine sans dire Karl ni Vladimir, et nous ne les méprisons pourtant pas !

L.P. : Vous intéressez tout d'abord un faux procès au candidat du Front de Gauche en lui reprochant de ne pas avoir à cœur de défendre l'industrie, la classe ouvrière, l'agriculture et la paysannerie, les acquis sociaux, les services publics, l'école laïque, la langue française, et de préférer la conservation de l'Euro à ces luttes cruciales. (...) Vous fanfaronnez en déclarant que notre individu ne voudrait «à aucun prix» la fin de l'U.E. et de sa monnaie unique...

I.C. : Nous ne faisons aucun procès d'intention à Jean-Luc Mélenchon. Nous sommes tout prêts à croire qu'il a «à cœur de défendre l'industrie», ... Etc. Mais là n'est pas la question. Ce que nous disons, c'est que, quelles que soient les intentions de Mélenchon par ailleurs, sans sortie de l'Euro, ses objectifs sont inaccessibles. Nous ne l'accusons pas non plus de «préférer l'Euro au progrès social» : nous pointons son inconséquence à vouloir les deux.

L.P. : Je rappelle que sa volonté de garder l'Euro a pour but de modifier un outil existant pour tendre vers des idéaux sociaux. (...) Ce n'est pas parce que certains se servent mal d'un marteau ou d'une faucille que ces outils sont inmanquablement dangereux.



Il ne faut pas se tromper de combat. Pensez-vous sincèrement que la question monétaire est la plus urgente ?

I.C. : Jamais le grand capital allemand, qui a forgé l'Euro, n'acceptera de le modifier dans ce sens. Au contraire : le Mécanisme Européen de Stabilité adopté récemment durcit encore les «critères de convergence» de Maastricht ! Par ailleurs, l'indépendance totale de la B.C.E. est inscrite dans tous les traités européens : il est impossible de changer l'Euro sans y toucher, et le grand capital allemand tient à l'Euro fort comme à la prunelle de ses yeux. A-t-on jamais vu un capitaliste sacrifier ses intérêts ? C'est impensable ! Enfin, l'existence même d'une monnaie unique interdit aux peuples de décider souverainement de la politique économique qui sera menée dans leur pays, ce qui est déjà inacceptable en soi. C'est une question d'urgence absolue : les politiques de super-austérité qui laminent l'Europe du sud et toucheront la France dès cet été se font au nom du sauvetage de l'euro. Si l'on combat l'austérité, la conclusion s'impose...

L.P. : La conséquence de tout ceci est d'aviver les divisions déjà si nombreuses au sein de la gauche...

I.C. : Le vrai problème, ce n'est pas la division de la gauche, mais le consensus de plomb qui unit tous les candidats aux présidentielles sur la nécessité de sauver l'Euro ! Au demeurant, qui a divisé la gauche radicale, sinon la direction du P.C.F. lorsqu'elle s'est ralliée à l'Euro après avoir justement combattu Maastricht ?

L.P. : [Sur la Libye], Jean-Luc Mélenchon avait simplement voté la mise en application d'un couloir aérien sous l'égide de l'O.N.U....

I.C. : La naïveté est un grave défaut en ces circonstances. Depuis l'Irak, toutes les agressions impérialistes débutent par une préparation de ce genre, sous un prétexte humanitaire (embargo sur les armes, «zone de sécurité», «force de protection»... Etc.). Là encore, condamner l'intervention après avoir approuvé ses préparatifs, c'est faire preuve d'inconséquence.

L.P. : Vous datez la volonté du «tribun» de réaliser «une république européenne» à «il y a peu» (...). Jean-Luc Mélenchon avait mis ce concept en avant en 1997...

I.C. : Nous admettons volontiers que l'expression «il y a peu» est imprécise, et qu'il aurait mieux valu donner la date...

L.P. : Vous affirmez que «les instruments de l'U.E. furent conçus de A à Z pour asservir les travailleurs et les nations», mais vous ne donnez aucune preuve.

I.C. : Nous en apportons des preuves dans chaque numéro d'I.C. depuis des années...

L.P. : Vos idées d'ouverture sur l'ALBA (...) sont pompées sur Jacques Nikonoff ! Et vous ne faites jamais mention de son nom !

I.C. : L'idée du rapprochement avec l'ALBA va de soi pour tout interna-

tionnaliste conséquent, et nous n'avons donc pas eu besoin de Nikonoff pour l'avoir.

L.P. : Si nous nous positionnions pour une sortie directe de l'Euro (...), nous verrions aussitôt l'égérie de l'extrême-droite s'esclaffer et déclarer bruyamment que nous nous plaçons dans son sillage...

I.C. : Nous la démasquerions en faisant remarquer qu'elle n'a jamais prôné la sortie unilatérale de l'Euro : elle prétend que c'est au couple franco-allemand de lancer le mouvement ! Au pied du mur, le F.N. piétine la souveraineté nationale !

L.P. : [Les Français] ne sont pas majoritairement contre l'Euro. (...) Autant donc jouer le jeu constructif plutôt que de tout détruire.

I.C. : Avec un tel consensus médiatique et politique en faveur de la monnaie unique, il est déjà stupéfiant que tant de Français n'en veuillent plus ! Surtout si les progressistes se joignent au chœur des néolibéraux pour dire qu'abandonner l'Euro reviendrait à «tout détruire» !

L.P. : Je vous rejoins sur [l'ALBA] (...). Cependant, vouloir mettre ce point en avant (...) serait suicidaire (...), un rapprochement avec des personnes ayant (à tort) mauvaise presse dans notre hexagone reviendrait à nous déconsidérer auprès de l'opinion.

I.C. : «Le courage, ce n'est pas de céder à l'idéologie dominante. C'est de ne pas lui céder» (Politzer). Là encore, le devoir des progressistes, c'est de combattre la machine à laver les cerveaux qui nous présente chaque jour Cuba comme un «enfer tropical» et Chavez comme un Le Pen sud-américain. La majorité des Français pense aussi que le socialisme est impossible : devons-nous y renoncer pour autant, comme l'a fait le P.C.F. ?

L.P. : Bizarrement, vous vous acharnez sur l'Euro alors que vous ne mettez rien sur le système financier, la bourse, le système bancaire ou commercial ! (...) Vous ne faites qu'égratigner Marine Le Pen ou le P.S. néolibéral.

I.C. : Quand nous publions un texte contre le F.N. (et cela nous arrive assez souvent...), nous n'y attaquons pas Mélenchon ! Et le P.R.C.F. a bien le droit de publier un communiqué centré sur Mélenchon et l'Euro ! Cela ne signifie pas que nous oublions que la sortie de l'Euro est une condition nécessaire, mais non suffisante, du progrès social.

«La balle est dans le c

Entretien avec Georges Gastaud,

I.C. : La direction nationale du P.R.C.F. s'est réunie début avril. Quelle sera la position du pôle au premier tour des présidentielles ?

G.G. : Nous regardons la dynamique Mélenchon de manière bienveillante et critique. Bienveillante car il est heureux que des thèmes que le P.C.F. mutant avait reniés et que le P.R.C.F. avait défendus presque seul refassent surface : classe ouvrière, (chassée des statuts au 28^{me} congrès du P.C.F. en 1994), combat de classe, contrainte étatique sur les riches. En outre, n'en déplaise aux trotskistes et aux faux «M.L.» qui conspuent la Marseillaise, Mélenchon en revient à l'alliance drapeau rouge - drapeau national qui date de la Commune de Paris, fut au cœur du Front populaire et de la Résistance communiste armée, et qui est indispensable quand le M.E.D.E.F. publie «besoin d'airEs» pour flanquer la France à la poubelle de l'histoire – Parisot propose de «reconfigurer les territoires», d'élargir les «transferts de souveraineté vers l'Europe» et d'ériger l'Empire européen centré sur Berlin – pardon, les «Etats-Unis d'Europe» – en «nouvelle patrie». Déjà en 40 «la classe ouvrière est seule restée fidèle, dans sa masse, à la France profanée» (Mauriac) alors que Renault et le Comité des Forges se vaudraient dans la «Kollaboration». Le sort de l'indépendance nationale et celui du socialisme sont liés et reposent sur le monde du travail, comme sont liées la casse de la nation et la construction européenne.

En même temps, nous regardons le programme du Front de gauche avec esprit critique : il fait l'impasse sur la nécessaire rupture de la France avec la «construction européenne» ; pire, Mélenchon attaque ceux qui veulent rompre avec l'Euro sur des bases progressistes et antifascistes. Or il est naïf ou mensonger de faire croire qu'on pourrait réaliser le dixième du programme du F.D.G. sans se heurter au veto de Berlin et des gouvernements de l'U.E. dont plusieurs sont fascistes. Le slogan mensonger de l'«Europe sociale» et le conte de l'«Euro au service des peuples» enchaînent le mouvement populaire français, et notamment les syndicats, au P.S. maastrichtien tout en faisant le jeu du F.N.. Si les communistes, la gauche populaire et les républicains n'appellent pas ensemble à sortir la France de l'U.E. par la voie progressiste, le F.N. capitalisera le mécontentement quand une majorité de gens aura saisi que le «salut de l'Euro» n'apporte que l'austérité à perpète.

Il est d'ailleurs triste que le P.C.F. de



Georges Gastaud, à droite, tenant ferme les drapeaux de la Révolution et de la Nation

Pierre Laurent rivalise aujourd'hui avec B. Thibault pour le titre de meilleur avocat de l'Euro. Pourtant en 1992, le P.C.F. de Marchais et la C.G.T. de Kravitski avaient mené une juste bataille contre le traité de Maastricht instituant la monnaie unique. Ils annonçaient que cela aboutirait au démontage de la protection sociale, des services publics et du produire en France. C'est sur la base de l'expérience qu'une majorité d'ouvriers se prononce contre l'Euro. Mais pour

entrer au gouvernement Jospin, le P.C.F. est devenu «euroconstructif». P. Laurent a été promu président du Parti de la Gauche Européenne, statutairement tenu par l'U.E., qui le subventionne, de défendre la «construction européenne». Où est alors la fidélité à la classe ouvrière, à la nation et à l'héritage patriotique et internationaliste du P.C.F. d'avant la «mutation» ?

C'est pourquoi la balle est dans le camp de Mélenchon. Qu'il ait la courtoisie de

répondre à la lettre fraternelle que lui a adressée le P.R.C.F., et qui rencontre un écho favorable à la base de P.G. et du P.C.F., sur cette question simple : si comme il est prévisible, l'U.E. refuse de toucher au fonctionnement de la B.C.E., claquerez-vous la porte, ou vous coucherez-vous comme les ministres «communistes» de 1997 qui sont restés au gouvernement pour privatiser, mettre en place l'Euro et cautionner les guerres de l'O.T.A.N. ?

FRANCE camp de Mélenchon»

1, Secrétaire National du P.R.C.F.

Le P.R.C.F. n'a pas à «ramer» pour Mélenchon, ni à «snober» le mouvement populaire qui s'est emparé des thèmes anticapitalistes et patriotiques de ce candidat : car à ce mouvement, Mélenchon et Laurent devront rendre compte demain s'ils s'associent à un gouvernement d'euro-austérité. Que Mélenchon dise s'il dispose d'un «plan B» en cas de refus européen de «changer l'Euro» et les règles de la B.C.E.. Sinon, on peut se demander s'il a vraiment un «plan A» : les dirigeants européens boycottent Hollande parce qu'il veut simplement amender à la marge le Mécanisme Européen de Stabilité : comment suivraient-ils Mélenchon ?

Au lieu de crier contre notre modeste P.R.C.F., qui ne fait que son devoir en pointant ces équivoques, exigeons une clarification : si Mélenchon acceptait de dire qu'il préférerait en toute circonstance le peuple français au «salut de l'Euro», il ne serait plus seulement le candidat de la «gauche de la gauche». Au lieu de se contenter de peser sur Hollande, il deviendrait le porteur d'une alternative patriotique et populaire... Toute la question est de savoir si c'est ce que veut ce candidat, et surtout le P.C.F.-P.G.E. qui le chaperonne, ou s'il s'agit seulement de peser plus fort face au P.S. pour faire élire des députés et des maires P.C.F. et P.G....

I.C. : Dupont-Aignan prône la sortie de l'Euro...

G.G. : On peut penser que ce candidat est un gaulliste honnête, sincèrement attaché à la nation et aux services publics (voir sa proposition de renationaliser E.D.F. à 100%). Mais il a validé la contre-réforme des retraites et reste très sensible aux campagnes de la droite quand elle fait des immigrés un «problème» au lieu de s'attaquer à la cause des problèmes actuels : le capitalisme. En outre, N.D.A. ne veut pas sortir de l'U.E. alors que, comme nos camarades grecs, nous disons qu'il faut sortir, au besoin unilatéralement de l'U.E. et de l'Euro, son arme principale pour mettre les peuples à genoux devant la finance.

I.C. : Comment vous différenciez-vous de Le Pen sur l'Euro ?

G.G. : Nous ne nous «différencions» pas de l'héritière Le Pen, nous la combattons, comme les vrais héritiers que nous sommes du Front National pour l'Indépendance de la France, le grand rassemblement populaire et républicain qu'anima le P.C.F. pendant la Résistance, à l'époque où les inspirateurs de la dynastie Le Pen siégeaient à Vichy, comme le pro-nazi Brasillach. Outre les

points fondamentaux qui nous opposent frontalement, c'est le cas de le dire, au F.N. (antiracisme, antifascisme, républicain, conquêtes des ministres communistes de 45/47, laïcité entendue au sens de 1905, anticapitalisme, référence au combat de classe internationaliste), Le Pen ne prône que la «sortie concertée de l'Euro», et pour cela, elle compte... sur l'Axe franco-allemand (il eût été étonnant que le F.N. veuille faire la moindre peine à Berlin...)*. Or, ou bien la R.F.A. ne voudra jamais jeter bas la zone Euro, ce protectionnisme industriel qui rapporte des milliards de surprofits monopolistes au géant allemand tout en ruinant ses concurrents européens ; soit Berlin voudra bien sortir de l'Euro pour revenir aux monnaies nationales sur la base d'une super-austérité nationale coordonnée à l'échelle du continent.

Au contraire, les révolutionnaires que nous sommes veulent que la France sorte unilatéralement de l'Euro, quitte à le détruire, qu'elle annule les dettes odieuses, reconstitue un grand secteur public industriel et financier dans le but de produire en France avec les Français et leurs frères de classe étrangers, et coopère avec tous les pays du monde en jetant bas la sanglante «Françafrique» et en se tournant à la fois vers les travailleurs en lutte d'Europe, l'ALBA latino-américain, les peuples africains enfin traités avec respect et avec l'ensemble des «B.R.I.C.» (Brésil, Russie et ex-U.R.S.S., Inde, Chine), dans une visée socialiste et révolutionnaire.

I.C. : Et au second tour ?

G.G. : Si par malheur le F.N. parvenait au second tour contre Sarkozy, nous n'appellerions pas à voter Sarkozy, mais nous dénoncerions la sarko-lepénisation de la France et inviterions à préparer la résistance. Sarkozy est aujourd'hui le vrai chef de file de la fascisation du pays avec sa stigmatisation permanente, en paroles et en actions, des ouvriers étrangers (à défaut de taxer les riches européens et nord-américains qui colonisent le C.A.C. 40, «squattent» des départements entiers et poussent la France à substituer l'anglais à la langue de Molière), des musulmans, des chômeurs, des fonctionnaires, des enseignants, des syndicats, des jeunes de milieu populaire. Nous n'avons jamais banalisé Sarkozy, et depuis 2007 nous dénonçons l'illégitimité de ce personnage ultra-réactionnaire et sans scrupules qui sassoit chaque jour sur la constitution du pays dans le silence de la fausse gauche.

Nous comprenons les électeurs de

gauche, notamment les syndicalistes de lutte, qui combattirent la contre-réforme sur les retraites et veulent battre Sarkozy à tout prix en utilisant pour cela le bulletin Hollande, voire Bayrou. Mais nous ne pouvons mentir sur ce que veut réellement le Papandrèou français. Parce qu'il idolâtre la «construction européenne», que les féodaux «socialistes» qui dirigent 27 régions exigent de nouveaux «transferts de souveraineté» aux dépens de l'Etat-Nation, que le P.S. ne veut même pas sortir du commandement intégré de l'O.T.A.N., que Hollande veut même valider la «charte européenne des langues minoritaires» qui désocialisera les français (non au profit du breton ou du corse, mais au profit de l'anglais), ce candidat est le second fer au feu de la domination euro-capitaliste et sa politique socio-économique ne se distinguera guère de celle de l'U.M.P. Autant le dire à l'avance, sans quoi on sera complice de l'«eurostérité» géante qui frappera les Français comme elle frappe l'Espagne, et que cela fera le jeu d'une future «UM'Pen» à la reconquête du pouvoir.

De par les intérêts de classe qu'il défend, Hollande élu resterait donc un ennemi de classe auquel il faudrait dès le 6 mai opposer une résistance populaire. Cependant, il n'aurait pas la partie aussi facile que Sarkozy, car il serait porté, non par la partie fascisante de la société, mais par la partie «gauche», progressiste et plus populaire de l'électorat.

En outre, les forces «euroconstructives» qui aujourd'hui défendent l'U.E. tout en palabrant sur l'anticapitalisme devront tomber le masque : soit elles entreront au gouvernement «hollandais» et dégageront un espace politique sur leur gauche pour la tâche la plus urgente : reconstruire un vrai P.C.F., bâtir un rassemblement populaire prolongeant le non de 2005 à l'euro-constitution, faire revivre le syndicalisme de classe. Soit elles seront amenées à dénoncer l'U.E. sur des bases progressistes, et de nouvelles alliances pourront se nouer.

Pour autant, la direction du P.R.C.F. a décidé de laisser à chacun sa liberté de vote. Pas seulement parce que nous n'apportons à Hollande aucun soutien politique (en 2007 le P.R.C.F. avait appelé à utiliser le bulletin Royal comme barrage au fascisant candidat U.M.P., tout en précisant bien qu'il faudrait aussi s'opposer à elle si elle était élue), mais parce que nous ignorons ce que fera Hollande entre les deux tours (se rapprochera-t-il suicidairement de Bayrou ?). Nous pouvons douter qu'il veuille réellement battre Sarkozy tant sa campagne du P.S. est fade. Là encore la

balle est dans son camp. C'est à lui d'en finir avec les déclarations méprisantes sur les communistes «qui n'existent plus». C'est à lui que se pose la question, «voulez-vous vraiment gagner», comme c'est à Mélenchon que se pose, au 1^{er} tour, la question «voulez-vous rester une force d'appoint «critique» au P.S. ou voulez-vous porter l'alternative populaire en affrontant à la fois Sarkozy-Pen et l'Europe supranationale ?».

En résumé, s'ils veulent peser et non pas servir de masse de manœuvre aux manigances des diverses fractions bourgeoises, les communistes, les travailleurs doivent rester maîtres de leur vote dans cette élection verrouillée (présidentialisme à outrance, quinquennat, concomitance des législatives et des présidentielles, énormes coûts de campagne inaccessibles aux partis non subventionnés par l'Etat bourgeois, verrouillage des maires – c'est-à-dire des grands partis) qui est une invite à convoquer une Constituante pour établir une véritable démocratie participative.

A travers sa propagande pleinement indépendante, le P.R.C.F. a le souci d'apporter des éléments d'analyse aux électeurs populaires pour les faire juges. Se déterminant par rapport aux idées communistes, aux affrontements de classes à venir et aux exigences de l'alternative politique plutôt qu'en se ralliant à tel parti établi, il diffuse des milliers de «Programmes-Candidats» aux portes des entreprises tout en collant des milliers d'affiches sur le thème : Sarkozy-M.E.D.E.F. et l'U.E. cassent la France, sortons-les, sortons-en !.

*<http://www.frontnational.com/le-projet-de-marine-le-pen/redressement-economique-et-social/euro/>



Action unitaire à Lens contre l'agression programmée sur la Syrie



A l'appel du P.R.C.F.-62, le P.C.F.-62, représenté notamment par Hervé Poly, le P.R.C.F., avec Jean-François Maison, la Coordination Communiste (William Roger), l'association S.O.S.-Gaza, ont pris la parole sur les marches de la préfecture.

En présence du conseiller municipal P.R.C.F. Jean-Michel Padot (Bully-les-mines), de la conseillère municipale verte de Lens, Naceira Vincent, et de syndicalistes liévois, ils ont dénoncé la guerre programmée contre la Syrie et l'ingérence caractérisée du gouvernement sarkozyste.

Bien sûr, les participants sont favorables aux revendications démocratiques du peuple syrien (W. Roger a rappelé la position à ce sujet du P.C. syrien), mais elles sont incompa-

tibles avec l'appel de certaines forces «syriennes» à la guerre étrangère contre leur propre pays : comment en effet développer les libertés en étrangeant la souveraineté nationale, qui est leur socle nécessaire ? Les puissances impérialistes n'ont apporté que deuil et destruction en Irak, en Afghanistan et en Libye...

G. Gastaud (P.R.C.F. 62), a rappelé que «les peuples n'aiment pas les missionnaires bottés» (Robespierre) et qu'«un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre» (Marx).

Tous, notamment H. Poly, ont dénoncé le «deux poids deux mesures» de la prétendue «communauté internationale» qui diabolise la Syrie et l'Iran mais «oublie» les énormes atteintes aux libertés en Arabie Séoudite, et l'écrasement des Palestiniens par le gouvernement fascisant d'Israël.

Allemagne : la «Gauche» pour Sarkozy !

Référence incontournable pour les partisans français de la dissolution du P.C.F. dans un grand parti de gauche fourre-tout, Die Linke vient de créer l'événement en donnant un coup de main à Sarkozy.

Beate Klarsfeld, célèbre chasseuse de nazis (ce qui est tout à son honneur), et sioniste déterminée (ce qui l'est moins), est en effet la candidate de Linke aux présidentielles d'outre-Rhin, face au pasteur anticommuniste Gauck, soutenu par la C.D.U., le F.D.P., le S.P.D. et les Verts (rien que cela!). Lors de la conférence de presse qui a suivi l'annonce de sa candidature, elle a déclaré : «Je le dis publiquement, nous soutenons Nicolas Sarkozy en France !».

La politique pro-israélienne du Chef d'État français n'est sûrement pas étrangère à cette prise de position – d'autant que Gregor Gysi, n°1 du parti, est lui aussi un adversaire résolu des antisionistes. Quoi qu'il en soit, Die Linke, qui a enregistré un déclin électoral aux régionales de 2011 dans tous les Länder qu'elle cogérait avec le S.P.D., est un bel exemple d'une «gauche radicale» qui s'est droitisée à toute vitesse après avoir passé par-dessus bord l'encombrante identité communiste.

Une leçon à méditer pour ceux qui prennent Die Linke comme modèle d'une formation de gauche française radicale non communiste – et Jean-Luc Mélenchon n'est pas forcément plus zélé que Pierre Laurent en la matière...

Comment dépolluer la Marseillaise

Le 24 mars, Le Pen est en campagne sur le marché de Meaux. Une groupe d'une vingtaine de militants du Front de Gauche vient lui tenir tête et entonne l'hymne national. «Alleluia, le Front de Gauche chante la Marseillaise», s'extasie la candidate frontiste avant de se mettre à chanter en même temps qu'eux pour polluer le chant des révolutionnaires de l'an II. Puis, l'Internationale éclate. Le Pen s'en va.

D'instinct, les militants du F.G. ont fait la preuve sur le terrain que la meilleure manière de mettre l'extrême droite xénophobe en difficulté, c'est de défendre la nation sur les bases de la classe ouvrière, et que l'Internationale est la meilleure amie de la Marseillaise. C'est ce qu'a toujours dit le P.R.C.F. ...

P.S. à l'adresse des pseudo-marxistes ignares qui opposent la Marseillaise à l'Internationale : c'est initialement sur l'air de la Marseillaise que Pottier a écrit son poème l'Internationale, l'ouvrier lillois Pierre Degeyter ayant ensuite composé l'air que nous connaissons. Quant aux bolchéviques qui montèrent à l'assaut du Palais d'Hiver en 1917, ils entonnèrent plus d'une fois la Marseillaise et la «Varsovienne».

SOCIÉTÉ

Du bâton pour la carotte

Ancien ouvrier métallo C.G.T. reconverti – désindustrialisation oblige – Patrick Bouin avait ouvert un bureau de tabac à Wattrelos, près de Lille, à deux pas de la Belgique. Après avoir tenté de tenir face aux effets de la hausse de la T.V.A. sur le tabac (particulièrement dévastatrice en zone frontalière), il vient de fermer.

I.C. : Quelle est la situation des bureaux de tabac en France actuellement ?

P.B. : C'est la catastrophe. Jusqu'à maintenant, les bureaux de tabac et les revendeurs agréés dans les cafés sont les seuls à pouvoir vendre des cigarettes en France. Tout est géré par les douanes. Pour avoir le droit de vendre, il faut passer une visite médicale et avoir un agrément tabac. Mais les bureaux de tabac sont en train de disparaître. De 330.000 en 2009, on était tombé à 290.000 en 2011 !

I.C. : Quel est le but de cette politique ?

P.B. : L'Etat veut que les tabacs disparaissent pour que les cigarettes soient vendues en grande surface, comme en Belgique par exemple. C'est pareil pour les magasins de presse : celui d'en face a été racheté par Leclerc...

L'interdiction de fumer chez nous a été prise pour nous casser.

Le petit commerce doit disparaître, et avec lui les services publics qu'il rend. Par exemple, dans les bureaux de tabac, la vente des timbres-poste est un service public. Avant, la Poste ouvrait un guichet spécial pour nous. Ca nous évitait

de faire la queue. Il a disparu...

Losange rouge, syndicat jaune

I.C. : Et vous vous laissez faire ?

P.B. : L'adhésion au syndicat des buralistes est obligatoire, comme l'abonnement au bulletin «Le Losange»...

I.C. : «Le Losange» ?

P.B. : Oui, en référence à la forme de l'enseigne rouge des B.T. La plupart des buralistes sont à l'U.M.P. Le syndicat ménage le pouvoir. Lors de la manif de novembre 2007 à Paris, il n'y avait même pas de flics ! C'était une manif sans slogans, avec des foulards sur la bouche...

I.C. : Donc, pour le moment, les buralistes n'arrivent pas à résister vraiment ?

P.B. : Non. Et il n'y a pas que le tabac. La grande distribution attaque les autres activités des B.T., comme les jeux. La Française des Jeux a accepté que le Leclerc du coin – le plus gros employeur de la ville – vende des tickets (de Loto... Etc.). C'est une machine qui distribue les tickets.

Dans un tabac, les jeux, c'est convivial, c'est un prétexte pour se retrouver et discuter. Pareil pour le foot : avec les paris en ligne, la convivialité disparaît.



Au temps «béni» des colonies...

«Les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord et accordent à l'histoire et aux sacrifices des combattants de l'armée française issus de ces territoires la place éminente à laquelle ils ont droit» (loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés, article 4, alinéa 2).

En ce cinquantième anniversaire du référendum sur les Accords d'Évian (8 avril 1962), par lesquels 90% des votants approuvèrent le cessez-le-feu, prélude à la décolonisation de l'Algérie, I.C. a cru utile de reproduire quelques-unes des déclarations écrites de Lucien de Montagnac, officier de l'armée française en Algérie au XIX^{ème} siècle, histoire d'apporter sa pierre au grandiose édifice élevé à la gloire de ceux qui apportèrent la Civilisation au Maghreb, et de mettre en lumière «le rôle positif de la présence française outre-mer», comme le veut la loi...

Lettre à Leuglay
24/01/1843 p.334 :

«Qui veut la fin veut les moyens. Selon moi, toutes les populations qui n'acceptent pas nos conditions doivent être rasées, tout doit être pris, saccagé, sans distinction d'âge ni de sexe : l'herbe ne doit plus pousser où l'armée française a mis le pied. Si vos tendres cœurs saignent d'anéantir tout ce qui résiste, entassez hommes, femmes et enfants sur des bâtiments de l'Etat, et expédiez-moi tout cela aux Iles Marquises, ou ailleurs. Tuez ou exportez ainsi quelques tribus, et je vous réponds que les autres se défendront contre ce fantôme qui les terrifie.»

Lettre à un ami
15/03/1843 p.299 :

«On ne se fait pas d'idée de l'effet que produit sur les Arabes une décollation de la main des chrétiens : ils se figurent qu'un Arabe, qu'un musulman, décapité par les chrétiens ne peut aller au ciel ; aussi une tête coupée produit-elle une terreur plus forte que la mort de cinquante individus. Il y a déjà pas mal de temps que j'ai compris cela, et je t'assure qu'il ne m'en sort guère d'entre les griffes qui n'aient subi la douce opération. Qui veut la fin veut les moyens, quoi qu'en disent nos philanthropes. Tous les bons militaires que j'ai l'honneur de commander sont prévenus par moi-même que s'il leur arrive de m'amener un Arabe vivant, ils recevront une volée de coups de plat de sabre. (...) Voilà, mon brave ami, comment il faut



faire la guerre aux Arabes : tuer tous les hommes jusqu'à l'âge de quinze ans, prendre toutes les femmes et les enfants, en charger des bâtiments, les envoyer aux îles Marquises ou ailleurs; en un mot, anéantir tout ce qui ne rampe pas devant nous comme des chiens.»

Philippeville,

le 24 janvier 1843

«Chaque fois qu'un chef de tribu a trahi ou n'a pas agi avec vigueur, tous les hommes de la tribu doivent être tués, le reste exporté.

Les tribus doivent nourrir l'armée lorsqu'elle voyage, et, si les vivres n'arrivent pas à point donné, razzia pour la

première fois, mort et exportation en cas de récidive.

Si je me laissais aller à ma verve d'extermination, je vous en remplirais quatre pages. Lorsque les peuplades venues d'Arabie inondèrent l'Afrique, elles ne soumièrent les Berbères qu'en employant les moyens que je prône - agissons donc de même, si nous voulons en finir.

Mais que diraient nos philanthropes ? Ces braves gens qui passent leur vie à rechercher les moyens d'améliorer le sort des assassins, des galériens, de toutes les canailles, en un mot !

[...] Le rêve auquel je reviens tous les jours est celui-ci : l'Afrique nous appartient aujourd'hui. Mais il faut encore se maintenir, protéger, châtier les tribus. Et pour ce but, il préconise la formation d'un corps de 2000 jeunes volontaires, «un corps franc» qu'il commanderait. «Eh bien ! dans deux ans, je vous promets qu'il ne resterait pas un Arabe ayant la plus légère velléité de lever le nez, à cent lieues à la ronde».

De Montagnac - lettres d'un soldat, neuf années de campagnes en Afrique - correspondance inédite du colonel de Montagnac publiée par son neveu [Charles, fils de Elizé de Montagnac] - Paris Plon 1885.

50^{ème} anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie : le combat anticolonial continue !

Au cours des siècles passés, des centaines de millions d'humains sur tous les continents furent soumis à l'esclavage ou l'oppression coloniale. Au XX^{ème} siècle, après la Révolution d'Octobre, la victoire sur le fascisme et la création du camp socialiste, la plupart des peuples colonisés ont secoué le joug colonial et reconquis leur indépendance au terme de mouvements populaires et parfois de guerres longues et atroces. Ce fut le cas en Algérie, envahie par la France à partir de 1830 avec son long cortège de pillages et de massacres.

Un combat difficile, gagné haut la main

La lutte de libération nationale, relancée le 1^{er} novembre 1954 par le Front de Libération Nationale algérien, lui couta des centaines de milliers de victimes mais aboutit enfin aux accords de cessez-le-feu du 19 mars 1962 et à l'indépendance de l'Algérie en juillet 1962. En Algérie, les communistes algériens participaient à la lutte armée avec le F.L.N.. En France, où l'opinion publique en 1955 était très largement «Algérie française», les gouvernements (des socialistes à l'extrême-droite) menèrent une guerre terrible, ponctuée de massacres, de ratissages, de destruc-

tion de villages, de tortures, d'exécutions sommaires. Les communistes français, tout-à-fait acquis à la cause algérienne mais isolés dans l'opinion publique, se dépensèrent sans compter pour mener la bataille des idées et les faire évoluer. Ce fut un combat difficile. La presse communiste était censurée, parfois saisie, nos publications condamnées à de lourdes amendes, les manifestations interdites, réprimées, des militants poursuivis en justice, condamnés. Certains y perdirent la vie. Aussi, nous pouvions être amenés à nous auto-censurer : il fallait à tout prix éviter l'interdiction du parti et continuer à mener au grand jour la bataille idéologique et ... en 1962, les accords de cessez-le-feu furent approuvés par 90% des français.

S'affranchir de l'impérialisme

Pour ce 50^{ème} anniversaire de la fin de la guerre coloniale d'Algérie, les publications sont nombreuses, nous avons beaucoup à faire pour défendre la vérité historique et poursuivre le combat anticolonial, anti-impérialiste : la Palestine est toujours colonisée, le Sahara occidental occupé par le Maroc, et puis surtout, après la disparition de l'U.R.S.S. et du changement de rapport des forces qui en a résulté, les impérialistes ont repris l'offensive. Il ne s'agit plus forcément de reconquérir des territoires mais de

contrôler directement ou indirectement les principales sources de matières premières à l'échelle du monde, d'exercer un contrôle économique planétaire, d'imposer partout l'ouverture des marchés pour permettre aux grandes sociétés multinationales de faire leurs affaires et faire fructifier leurs profits.

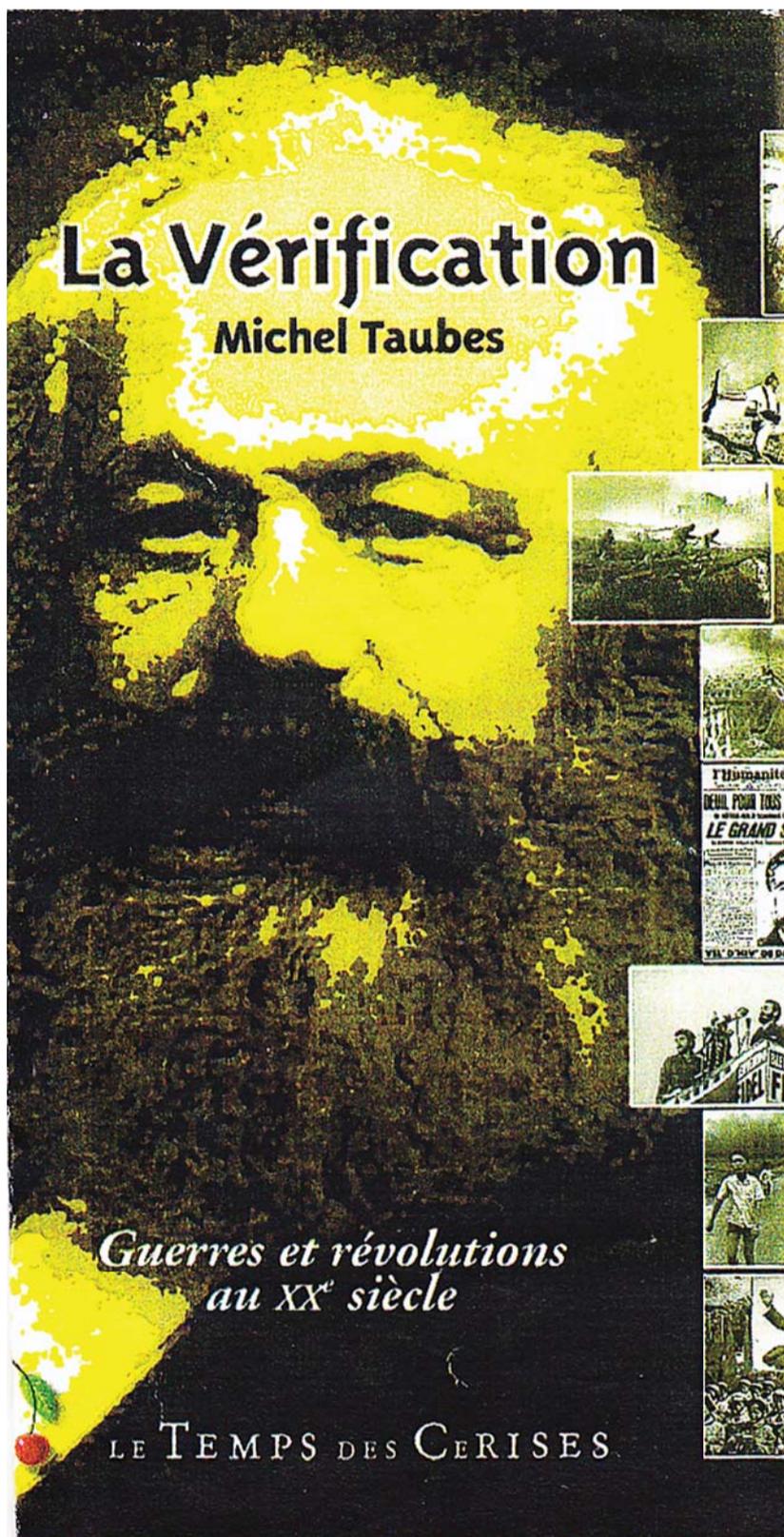
Pour ce faire, le bras armé de l'impérialisme, l'O.T.A.N. (qu'a complètement réintégré le gouvernement Sarkozy) intervient partout dans le monde : en Yougoslavie, en Afghanistan, en Côte d'Ivoire, en Libye, en Irak... Alors, 50 ans après la fin de la guerre d'Algérie, il nous faut poursuivre le combat anticolonial et exiger : le retrait de la France de l'O.T.A.N., le retour en France de tous les soldats basés actuellement hors de France et la dissolution des corps d'intervention extérieurs, la réduction importante des dépenses militaires (budget de la défense).

Pour s'affranchir de l'impérialisme et de ses multinationales, les gouvernements progressistes d'Amérique Centrale et du sud nous montrent une voie.

Jean Clavel

Soldat du refus de la guerre d'Algérie, emprisonné au bagnon militaire de Timsouchi de 1957 à 1960, Vice-Président d'Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (A.C.C.A.)

«La vérification»



Ce que Michel Taubes, militant communiste de longue date, vérifie ici, c'est la justesse de ses convictions en revisitant l'histoire du XXème siècle. L'ouvrage fait justice de toutes les calomnies dont nous avons été abreuvés, et rétablit la vérité sur de nombreux points.

Editions du Temps des Cerises. 400 pages. Prix : 20 euros. S'adresser à Michel Taubes, 104 rue Moulin des près, 75013 Paris.

Joseph Siquier : rétablir les faits

«Je suis un historien. C'est pourquoi j'aime la vie» écrivait l'historien-résistant Marc Bloch, fusillé le 16 juin 1944.

Je n'ai pas la prétention d'être un historien, mais j'ai la passion de l'histoire, de cette histoire passionnée qui avait la préférence d'un autre grand historien : Georges Duby.

Lisez, écoutez, regardez : l'histoire, récente ou non, est toujours présente dans votre journal, à la radio ou à la télé.

Mais elle est trop souvent réduite à des légendes, à des clichés inlassablement ressassés, sans souci du réel. Elle sert d'illustration ou de justification pour le journaliste qui se contente de surfer sur l'air du temps, de conforter une opinion dominante soigneusement façonnée.

L'histoire, la vraie ? Elle occupe de moins en moins de place dans les programmes d'enseignement. C'est qu'elle risque d'être dangereuse pour l'ordre établi – car comprendre le passé permet d'agir sur le présent.

Alors, cette histoire du XX^{ème} siècle on la falsifie, on la calomme, on la nie. De la Révolution d'Octobre à l'effacement de l'U.R.S.S., c'est désormais le silence ou la négation de la réalité. Et les récits de la Seconde guerre mondiale – origines et conséquences – participent de cette réécriture réactionnaire.

C'est pourquoi, du Pacte germano-soviétique à la naissance de la guerre froide – et ses prolongements jusqu'à aujourd'hui – j'essaie, sans prétendre faire du neuf, d'établir ou de rétablir des faits dans leur contexte et leur complexité, et de signaler les interprétations fallacieuses qui en ont souvent été déduites.

Ce livre va souvent à contre-courant de l'opinion qu'«on» voudrait nous imposer. S'il suscitait la réflexion ou la discussion, mon but aurait été atteint.

Un livre de 400 pages pour 25€ (port offert) chez l'auteur : Joseph Siquier, Montlogis, 15120 Ladinhac.

Retrouvez l'intégralité des «Pôle-Positions» du P.R.C.F. sur son site :
<http://www.initiative-communiste.fr>

Le P.R.C.F. à l'avant-garde, une réalité vérifiable

A la Bastille... à gauche du Front de Gauche !



Voici depuis cinq ans, les différentes campagnes d'affichage que le P.R.C.F., avec ses très modestes moyens, mais avec sa combativité communiste, son adresse constante à la classe ouvrière, ses outils d'analyse marxistes-léninistes, sa double référence au patriotisme républicain et à l'internationalisme prolétarien, a menées dans notre pays. Depuis cette date, 76% des Français se prononcent pour la ré-industrialisation de la France, une majorité écrasante d'ouvriers et d'employés se sont abstenus aux européennes, une majorité d'entre eux se prononce pour sortir de l'U.E. et de l'euro et la thématique du C.N.R., que les fon-

dateurs du P.R.C.F. ont lancée dans le Pas-de-Calais le 15 mars 2004, est devenue le bien commun d'une majorité de groupes progressistes, si l'on excepte ceux qui suivent peu ou prou le trotskisme ou l'alter-européisme. Bien entendu, ce n'est pas le P.R.C.F. tout seul, de très loin s'en faut, qui a fait bouger les choses : mais comment ne pas voir qu'à chaque fois, il a été pionnier ?

Et si nous étions plus nombreux à nous battre, cela finirait par se voir et la perspective de la renaissance communiste deviendrait rapidement une réalité.

A chacun d'agir en conséquence sans cultiver l'attentisme...

C'est tout en haut de la rue du Faubourg Saint-Antoine, près de la place de la Nation que le P.R.C.F. a planté dès 11h sa banderole et ses drapeaux pour distribuer aux manifestants du Front de Gauche son adresse au citoyen Mélenchon ainsi que son programme candidat et le dernier numéro d'I.C..

Dans un défilé ayant commencé dès 13h30, d'une densité incroyable pendant 3h avec beaucoup de bonnets phrygiens (« Voter c'est bien, guillotiner c'est mieux ! », clamaient des affiches...), l'accueil fut toujours sympathique, souvent fraternel, quelquefois questionnant. Le P.R.C.F., dans ses échanges avec ces citoyens forcément du côté du combat contre

le capitalisme, y a posé la nécessité de débattre de la question centrale de la rupture avec l'Europe du Capital et de sa construction irréformable selon nous.

Une demande d'adhésion spontanée a été recueillie mais au delà c'est avec le sentiment d'une grande journée, pour le Front de Gauche qui l'a organisée, mais aussi pour le P.R.C.F. qui y a affirmé ses positions, qu'elle s'est clôturée.

Nous ne pouvons que nous réjouir de ce terreau beaucoup plus favorable pour les idées et l'action proprement communistes, indispensables à notre pays.

Jean-Michel Pascal

Lisez, faites lire, vendez I.C. ! Abonnez-vous et faites des abonnés !

Vente militante :

16 I.C. : Guduk (59).10 : Barthes (04) ; 5 : Flament (59), A.R.C. 78

Soutien :

30€ : Nourry (66) ; 25€ : Dufour (53), Olivier (13) ; 20€ : Véchart (57) ; 10€ : Pruvost (59), Roger Silvain (92) ; 5€ : Dauphin (49).

Bravo et merci à tous !

Mais tout ça n'empêche pas que l'A.R.C. n'est pas morte



Après plusieurs années d'interruption « Antidote », le bulletin de l'A.R.C. 13, est reparu en février avec un contenu politique solide, à côté d'articles sur notre « programme-candidat », l'Education Nationale, l'ouverture de la S.N.C.F. à la concurrence, un article collant aux réalités sociales du Nord du département: « Halte au massacre de l'agriculture ».

Ce bulletin a été envoyé à tous les adhérents des trois départements, ainsi qu'aux abonnés à I.C.. Il avait aussi pour objectif de servir d'invitation à notre assemblée de remise des cartes qui s'est tenue le 18 février à Chateaurénaud et a rassemblé 21 participants dont 12 adhérents des B.D.R., des adhérents du Gard et du Vaucluse et deux non-adhérents. La discussion sur la situation politique en cette période pré-électorale a été très riche, tous les camarades sont repartis avec des exemplaires du programme candidat pour engager la discussion autour d'eux.

Succès de la tournée de présentation du N°2 de la revue L.R.G.

La tournée de diffusion du N°2 de La Répétition Générale, consacré principalement à un voyage de solidarité internationale avec la Tunisie en Révolution, a été un incontestable succès : le 19 octobre à Mirecourt, sur l'invitation de l'A.R.C. 88 ; le 5 novembre à Besançon, sur celle d'Attac ; le 12 novembre à Vénissieux, aux rencontres internationalistes du P.C.F. ; puis les 3, 4, 10 et 14 décembre, sur l'invitation du P.R.C.F. à Malakoff, Vias et Toulouse.

Des centaines de personnes ont écouté les poètes répéteurs, les verbes poétisés des chants d'enthousiasme révolutionnaire. Des dizaines d'exem-

plaires ont été vendus, répandant auprès de ce public conquis les mots de la transformation du monde en une source d'humanité intarissable.

Toute l'équipe de la revue est reconnaissante envers les groupes et militants qui nous ont invités, particulièrement envers les organisations du P.R.C.F. et du P.C.F.

Malheureusement, les contraintes économiques du capital destructeur n'ont pas encore été abolies. Les maudits Euros récoltés, qui sentent la souffrance prolétarienne, ne sont pas encore suffisants pour publier le N°3 de la revue, au thème évocateur : «Amours : de sexe et de vie», une mise en scène de ces amours émancipateurs

démasquant les fourberies et autres traîtrises des bourgeois capitalistes.

Lecteurs, je compte sur votre soutien ! Délestez-vous du poids de vos Euros en les envoyant à cette adresse : Association L.R.G., Boîte Postale 1, 25510 Pierrefontaine les varans

Le montant est libre : 7,5€ (prix d'un numéro), 10€, 100€, 1000€ ; j'imprimerai les exemplaires de ce N°3 en conséquence et vous enverrai les numéros correspondants à votre soutien ; et même des N°2 si vous en voulez j'en ai.

Pierre-Olivier Poyard

Abonnez-vous à
«Etincelles»

la revue théorique du
P.R.C.F. !

4 numéros : 22€

(étudiants et chômeurs : 16€)
Chèques à l'ordre du P.R.C.F.
à envoyer à Annie Crovisier,
10 rue Grignard, 62300 Lens

COURRIER

• Lettre à l'Huma

Notre camarade Suzanne Lesturgeon (Plérin, 22) nous communique une copie du courrier qu'elle a adressé à l'Humanité en Novembre 2011 :

Je vous remercie pour l'envoi de l'Huma pendant quasi 2 semaines. Ces quelques exemplaires m'ont permis de me satisfaire de quelques articles avec cependant de grands manques. L'Huma ne m'apporte pas l'analyse attendue sur la nécessaire sortie de l'Europe et de l'Euro. Rêver d'une «Europe sociale» n'est pas du tout dans l'attente des ouvriers, quand au jour le jour nous sommes écrasés dans l'étau de l'Europe dévastatrice dominée de plus en plus par l'Allemagne. Le journal permet de mesurer encore un peu plus la dissolution du Parti même s'il laisse l'illusion qu'avec le Front de Gauche nous allons avancer.

Vers quel mur ?

Droit dedans.

Je remets ce modeste chèque avec son côté symbolique. Je voudrais tant que l'Huma redevienne vraiment un journal Franchement communiste. (...).

• Critique, mais constructif

De Raymond Haddad-Parfait, Aix-en-Provence :

A bientôt 60 balais, j'essaye de résister dans bien des domaines, et en matière politique, la clairvoyance de votre journal m'est un précieux soutien. En revanche, «du point de vue» vision il aurait plutôt tendance à me pousser à la résignation et à aller filer du pognon à ces escrocs de la lunette. En effet, je n'en suis toujours pas pourvu et je repousse l'échéance comme je peux. Pour l'instant ça va sauf quand je lis certaines pages d'I.C.. Par exemple, dans le n° 115,

j'ai apprécié la page 4 d'abord par son contenu bien sûr, mais aussi par la taille de sa police de caractère. Par contre la police de la page 3 me paraît contraignante. Ceci dit, cette «opposition» dans vos colonnes est sans doute naturelle comme dirait mon copain typographe : «c'est la lutte des casses !»

Tant que j'y suis... je suis de tout cœur avec vous pour lutter contre l'invasion de la langue anglo-saxonne et l'expression de la une de ce numéro aurait mérité une petite traduction.

Pour une fois que je vous écris je trouve mes propos critiques et je ne voudrais pas vous paraître rabat-joie. Je connais les difficultés que vous surmontez pour réaliser votre journal et je vous remercie infiniment pour tout ce qu'il apporte à ma culture générale. Je vous transmets tous mes encouragements !

Fraternelles salutations !

• La traversée solidaire

Gabriel Casadesus (32)

Vous ne connaissez peut être pas le Winnipeg, mais avez-vous entendu parler de la «guerre d'Espagne» ?

C'est par l'Espagne que la seconde guerre mondiale a véritablement commencé.

Le Front populaire de ce pays a gagné les élections en 1936, dans les mois qui suivent, il est victime du coup d'état du général Franco en accord avec l'Allemagne hitlérienne, l'Italie de Mussolini et le Portugal de Salazar mais aussi de la «neutralité» du gouvernement de Front Populaire en France qui dénonce le traité commercial franco-espagnol de décembre 1935 et interdit les exportations de matériel de guerre à destination du gouvernement légal d'Espagne.

La compagnie France-Maritime créée par le P.C.F. aidera clandestinement

Aux proches du regretté Claude Vinci



Au nom du P.R.C.F., en mon nom personnel et avec l'accord d'Annie Lacroix-Riz qui veut bien se faire notre messagère en ce jour de deuil, je tiens à vous exprimer notre peine à l'annonce du décès de Claude.

Les communistes véritables ne pourront oublier son rôle dans la Résistance antifasciste, son engagement aux côtés des patriotes algériens, sa fidélité au communisme et son opposition au reniement de nos idéaux.

Ils n'oublieront pas non plus le créateur qui a honoré la chanson et la langue françaises.

Et surtout ils n'oublieront pas l'homme, souriant, fraternel, chaleureux, unitaire, ferme sur ses idées mais rebelle à tout esprit de chapelle.

Avec Claude «Vinci soit-il» ne sera jamais synonyme d'«amen»!

Courage, salut et fraternité en cette dure épreuve.

Georges Gastaud

Secrétaire National du P.R.C.F., le 12 mars 2012

les républicains espagnols à recevoir du matériel et des marchandises en provenance notamment de Mourmansk, port de l'U.R.S.S. sur la Baltique.

France-Maritime possédait 24 cargos donc le Winnipeg, elle était la quatrième compagnie maritime de France.

Les premiers mois de 1939 voient l'invasion de la Tchécoslovaquie et la chute du gouvernement républicain espagnol vaincu par les troupes franquistes et l'aviation allemande. La poussée des fascistes va entraîner plus de 500.000 républicains avec femmes et enfants vers les frontières, la majeure partie passa les Pyrénées pour se réfugier en France avec «l'accueil» que nous savons, c'est-à-dire : enfermés dans des camps de concentrations sans baraques à même le sol comme à Argeles, Septfonds, en février 1939.

Pablo Neruda, le célèbre poète chilien sera chargé par le gouvernement de Front populaire du Chili d'affréter le Winnipeg à France-Maritime pour rapatrier 2365 réfugiés espagnols venant de Toulouse, Perpignan et des camps de concentration. Il fera le voyage afin d'accompagner les combattants d'Espagne Républicaine, depuis le port de Trompe Loup, dans l'estuaire de la Gironde, le 4 août 1939, sur le cargo Winnipeg, pour qu'ils retrouvent un air de liberté en Amérique.

Ils débarquent le 3 septembre accueillis à bras ouverts par une population enthousiaste au port de Valparaiso et auront une marche triomphante de 150 Km jusqu'à Santiago.

La droite dans l'opposition au Chili mènera une campagne haineuse contre «ces sauvages de rouge». Pour autant la société chilienne les a vite intégrés.

Cette histoire a été racontée avec film à l'appui au centre culturel espagnol à Auch en présence de 70 personnes le 13 janvier par Jean Ortiz historien universitaire et son compère Dominique Gautier réalisateur coutumiers de ce genre de travail de mémoire historique.

Jean Ortiz dira: «Pour la justice et reconquérir les droits perdus comme ceux du Conseil National de la Résistance, il faut une reconquête des valeurs, récupérer l'histoire et l'identité révolutionnaire, celle des victimes du franquisme».

• Militant occasionnel, mais cohérent

De Ludovic Jovene (02) qui se réabonne à IC et nous écrit :

Même si j'ai pu mesurer les bienfaits incontestables du communisme municipal (j'ai vécu pendant 23 ans dans la ville d'André Duroméa), la politique, en règle générale, n'est pas ma « tasse de thé ». Trop compliqué, je ne souhaite pas

particulièrement m'impliquer. Néanmoins, dans la mesure où la politique a une incidence sur ma vie professionnelle et privée, je suis bien obligé de me sentir concerné.

Ainsi, au hasard d'une manifestation, je me suis abonné à votre journal il y a quelques années. Ce qui est appréciable dans ce journal, c'est la cohérence des idées politiques ainsi que le socle sur lequel elles reposent : la sortie de l'Union Européenne, de l'Euro et l'indépendance nationale et populaire.

En revanche, je trouve que le fait que la défense de la nature et de l'environnement passe d'abord par la mise en place d'une politique communiste, n'est pas suffisamment expliqué... de mon point de vue naturellement.

Il est également regrettable que votre courant de pensée soit absent de la future élection présidentielle. (...).

IC : Merci, cher lecteur, pour ces remarques constructives. Sur les élections présidentielles, l'éditorial du n° 118 vous a peut-être satisfait ; quant aux questions d'écologie, effectivement, notre journal devrait trouver le moyen d'en parler (ce qui est le cas – point 7 et dernier - de notre «Programme-Candidat», actuellement en distribution, et édité en pages centrales du dernier numéro d'IC).

• Les Comités d'Entreprise sont-ils encore ouvriers ?

De notre camarade Jean Réveillac (Condom, 32), qui nous a écrit (en février – merci à lui d'excuser le retard de la publication !) un long courrier dont voici deux extraits :

(...) la page 5 d'I.C. de Janvier («La Cour des Comptes à l'assaut de la gestion ouvrière des Comités d'Entreprise») : je ne suis pas d'accord.

1. ce ne sont plus des ouvriers, depuis longtemps, qui dirigent ça.
2. on agit ainsi pour dédouaner, défendre des syndicats qui n'ont plus de «syndicats» que le nom.
3. en raisonnant ainsi on raisonne comme si on était encore dans la situation des années 60 ou 70, quand tout allait encore bien. Or on est en 2012 et la situation est différente.

C'est malheureux, bien sûr, que ce soit la Cour des Comptes qui découvre ça. On ne peut que déplorer que ce ne soit pas un parti communiste normal qui contrôle les syndicats (et autres organisations afférentes). C'est ce que Lénine et la III^{ème} Internationale stipulaient. Mais nous savons que pour les opportunistes d'abord, les traîtres ensuite, «les

conditions ont changé», «la situation n'est plus la même». Ce sont ces manières d'agir qui ont mené ces C.E., là.

(...) J'ajoute que j'ai été ouvrier la majeure partie de ma carrière. Personnellement je n'ai jamais bénéficié de bienfaits de quelque nature que ce soit d'aucun C.E.. Au cours de ma carrière j'ai assez bougé et je n'ai pas souvenir d'avoir vu le moindre salarié bénéficiaire de tels «bienfaits» de C.E., mis à part l'économat du C.E. de Ratier Figeac (46) qui fonctionnait comme un supermarché, mais supprimé depuis plus de deux décennies.

Fernand Vidal nous avait emmenés en 1977 à une réunion avec une voiture du C.E., équipée pour rouler sur des routes verglacées. Cet avantage a été supprimé par la C.G.T. en 78 pour complaire à la C.F.D.T. Je précise que ce recul a été fatal à la C.G.T. en 79.

Voilà les seuls avantages de C.E. que j'ai vus. C'est maigre. Ce n'est rien à côté de ce que la Cour des Comptes a trouvé.

I.C. : On entend bien tes remarques et critiques, cher camarade lecteur, mais ce n'est pas au parti communiste de contrôler les syndicats ; cette tâche revient aux salariés syndiqués – celle du parti étant de travailler au développement de la conscience de classe, des luttes de classe, chez les salariés de façon que les travailleurs défendent les acquis et les intérêts de la classe ouvrière et n'acceptent plus d'avoir des dirigeants syndicaux réformistes et indignes, d'une manière ou d'une autre, de cette fonction.

• Merci à Henriette Dubois, ...

Notre camarade de Nice (06) qui, à son réabonnement, joint ses remerciements pour I.C. :

... Ce journal si réconfortant pour une vieille ex-militante (1937) du P.C.F. disparu !



RESPONSABLES DE RUBRIQUE

International :

Daniel Antonini
prcf.inter@initiative-communiste.fr

France :

Jean-Pierre Combe
amidelegalite@free.fr

Vie du PRCF :

François Véchart
francois.vechart@wanadoo.fr

Jany Sanfelieu
jany.sanfelieu@wanadoo.fr

Renaissance communiste :

Vincent Flament
vincent.flament59@gmail.com

Idées :

Georges Gastaud
gastaudcrovisier2@wanadoo.fr

Courrier :

Jany Sanfelieu
jany.sanfelieu@wanadoo.fr

INITIATIVE COMMUNISTE N°119

Édité par le P.R.C.F.

www.initiative-communiste.fr

Rédaction, administration :

BP 30111 - 62802 LIEVIN

Dépôt légal : à parution

CPPAP 0615P11367

ISSN : 1321-3513

Imprimerie L'Artésienne, 62800 Liévin

Directeur de la publication : Jean-Pierre Hemmen

Directeur politique : Georges Gastaud

Rédacteur en chef : Vincent Flament

Abonnements : Jean-Claude Housseaux

Gestion : Madeleine Dupont

Initiative Communiste

Bulletin d'abonnement :

1 an : 22€ (chômeurs, étudiants : 18€) - 6 : mois : 11€

NOM :

Prénom :

Adresse :

CODE POSTAL : VILLE :

Chèque à l'ordre d' «Initiative Communiste»
à adresser au journal : BP 30111 - 62802 LIEVIN

Vigilance, fascisation !

M. Le Pen et N. Sarkozy donnent le ton à la campagne depuis l'instrumentalisation des odieux crimes de l'illuminé de Toulouse.

Les chefs socialistes ont, comme en 14, adopté «*l'union sacrée*» avec ceux dont la politique est la cause profonde des maladies qui frappent notre pays. «*Plus de droite, plus de gauche, tous unis !*» proclamaient les ours savants de la social-démocratie, sans même se rendre compte qu'ils se tirent une balle dans le pied en agissant de la sorte. Bayrou et Mélenchon ayant été plus dignes, il faut le souligner.

Le F.N. n'a pas attendu pour tenter de jeter de l'huile sur le feu expliquant que si le R.A.I.D. a tardé à lancer l'assaut contre l'assassin, c'est par crainte d'un embrasement des banlieues... Sous-entendant que les habitants des quartiers

populaires, que les Français d'origine arabe, sont des agents de la subversion islamiste en France. Quand donc nos grandes âmes médiatico-mondaine comprendront-elles que l'extrême-droite prépare une guerre civile ?

Mais la droite n'est pas en reste. Sarkozy met ses pas dans ceux des fascistoïdes et parfois même les déborde sur leur droite. Un climat idéologique, économique, social, entretenu par le pouvoir prépare et organise chaque jour davantage un Etat anti populaire, anti démocratique et anti patriotique.

Les mesures économiques et sociales visent tous les acquis de luttes ouvrières séculaires. Tous les domaines de la vie sont touchés : santé, éducation, salaires... C'est l'avenir



de nos enfants qui est démolit pierre par pierre. A ce propos comment ne pas être horrifié par la complaisante impuissance des chefs syndicalistes affiliés à une C.E.S. vendue au capitalisme européen.

Chaque jour des atteintes sournoises et de plus en plus évidentes font glisser notre pays d'un Etat de Droit, certes bourgeois, à un Etat qui ne sera plus lié par autre chose que le service de l'oligarchie capitaliste. De plus en plus attentatoire aux libertés démocratiques, de plus en plus violent contre ceux qui osent se lever et se battre contre un ordre injuste. Multipliant provocations et coups bas, la droite prépare des lendemains obscurs : la fascisation est en marche pour briser les résistances populaires que la politique du capital ne peut que susciter. Et ce processus est à l'œuvre dans

toute l'Europe.

Enfin ces gens démolissent la nation républicaine, espace où la démocratie peut s'exprimer (histoire, langue, traditions.....), où la souveraineté populaire peut devenir un pôle de résistance au projet supranational de grand capital qu'est l'U.E.. Et quand la nation républicaine recule c'est le règne des mafias, des communautarismes, des plus forts, c'est-à-dire des plus riches, qui s'impose.

Oui la classe ouvrière et ses alliés sont les vrais défenseurs de l'intérêt matériel et moral du peuple. Oui la classe ouvrière et ses alliés sont les vrais défenseurs de la démocratie authentique, celle du «*gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple*» contre le gouvernement des, par et pour les riches. Oui la classe ouvrière

et ses alliés sont les vrais défenseurs de l'indépendance nationale et de la souveraineté populaire, bafouée par le pouvoir sarkozien, expression politique de la domination du grand capital antinational.

Cette mortelle dérive de la fascisation n'est pas irrésistible !

Le peuple de France a barré la route au fascisme en 34-36. Il peut le refaire. Et pour cela s'unir. S'unir sur des bases larges, qui puissent regrouper toutes les forces populaires, donc sur des bases de lutte qui permettent de changer la donne et les rapports de forces. C'est pourquoi le P.R.C.F. appelle les communistes, tous les communistes, à s'unir dans l'action et frapper ensemble, il appelle à la constitution d'un vaste Front de Résistance et d'Alternative Progressiste, Populaire et Patriotique. Une union s'inspirant du Conseil

National de la Résistance, une union exigeant l'abandon de l'Euro et la sortie de l'U.E., une union décidée à bâtir la République sociale et patriotique entretenant des rapports internationalistes et fraternels avec tous les peuples et tous les pays.

C'est pourquoi le P.R.C.F. appelle les travailleurs, les intellectuels, le peuple à s'unir en son sein pour permettre la Renaissance d'un vrai et grand Parti Communiste, pour appuyer la seule alternative à la fascisation et à la barbarie capitaliste, le socialisme et le communisme.

«*Jamais un grand peuple comme le nôtre ne sera un peuple d'esclaves*» (Thorez-Duclos Appel du 10 juillet 1940)

Antoine Manassis